

# la LETTRE

n° 7 octobre 2005

## DE LA FONDATION GABRIEL PÉRI

*Fondation* Séance inaugurale du séminaire « Energie » p. 2 et 3 • *Politique* La préparation du congrès du PS p. 3 et 5 • *Europe* Les élections allemande p. 4 et 5 • *Philosophie* Une réponse d'A. Comte-Sponville à L. Sève pages 6 et 7 •

### OPINION

À propos de L'Adieu à la classe moyenne de Jean Lojkin

## INVENTER UNE NOUVELLE GAUCHE ?

ans les commentaires du référendum du 29 mai dernier, la référence à un « vote de classe » fait florès. S'il s'agit de signifier que le vote négatif fut majoritairement le fait d'individus dont les revenus n'excèdent pas 3 000 euros par mois, on peut assurément dénoncer l'imposture.

Le niveau de salaire n'a jamais été un critère d'appartenance de classe. S'il s'agit de signifier que les « professions intermédiaires » (54 %), employés (63 %) et ouvriers (70 %) ont constitué le gros de la masse opposée au traité, alors l'expression « vote de classe » est impropre, tous n'ayant évidemment pas le même rapport aux moyens de production. Enfin, s'il s'agit de signifier de façon détournée l'inscription politique à gauche des votes « non », nous sommes en face d'une superposition confuse selon laquelle : couche populaire = classe ouvrière ; « classe populaire » = vote à gauche, notamment communiste et gauchiste. C'est à cette confusion néfaste que s'attaque, par le biais d'une critique radicale du mythe persistant de la « classe moyenne », le dernier ouvrage de Jean Lojkin<sup>1</sup>.

Quelle en est la thèse ? « Ni classe ouvrière ni cadres, la majorité des composantes du nouveau salariat – celui que l'on a vu s'exprimer le

29 mai en défaveur du traité constitutionnel – n'a toujours pas de nom

page 6 →

### EDITORIAL

Colloque de la Fondation à Dakar

## NOUVELLES RELATIONS FRANCE-AFRIQUE

La Fondation Gabriel Péri et le Parti de l'indépendance et du travail (PIT) du Sénégal organiseront ensemble, les 1<sup>er</sup> et 2 décembre prochains, à Dakar, un colloque sur le thème « Vers de nouvelles relations France-Afrique\* ».

Le choix de ce moment n'est pas indifférent. Notre initiative interviendra à la veille du sommet franco-africain de Bamako et précèdera également le Forum social africain de Conakry. Nous voulons ainsi, avec nos amis du PIT et les participants au colloque – ils viendront de toute l'Afrique –, commencer à élaborer et faire connaître sans tarder l'exigence de rapports nouveaux entre la France, les pays colonisés par elle et, de manière plus générale, l'ensemble des nations africaines. Le colloque de Dakar aura l'ambition de proposer

une vision dynamique, fondée sur les immenses ressources – humaines et matérielles – dont dispose l'Afrique. Quant à la France, c'est tout autrement que par les moyens des « réseaux » – toujours plus ou moins occultes, et toujours liés aux intérêts des groupes privés – qu'elle doit penser sa présence en Afrique.

Le colloque des 1<sup>er</sup> et 2 décembre sera donc largement consacré à la réflexion et à l'élaboration de contenus neufs aux relations France-Afrique. Et il sera aussi tourné vers l'action : ces propositions seront portées à la connaissance des chefs d'États réunis à Bamako, où se rendront Robert Hue et Amath Dansokho, vice-président de l'Assemblée nationale du Sénégal.

Michel Maso •

\* Renseignements à la Fondation.



# NI CATASTROPHISME NI CULPABILISATION

**1**a première idée qui se dégage de la séance inaugurale du séminaire sur le thème de l'énergie est bien que cette question est devenue majeure pour l'humanité. Et c'est parce que c'est un enjeu de civilisation qu'il est impératif d'initier un débat collectif à travers lequel chacun, chefs d'entreprise et syndicalistes, experts et militants associatifs, responsables politiques et plus généralement citoyennes et citoyens, puisse disposer d'une information complète et sincère. Il en est fini du temps où un homme, ou un groupe d'hommes – aussi brillants fussent-ils – disposaient d'un avis éclairé qui pouvait s'imposer à tous.

L'ambition de la Fondation Gabriel Péri est bien de restituer l'ensemble des informations sur les choix possibles en matière d'énergie et sur leurs conséquences, afin de permettre à chacune et à chacun d'être acteur, auteur et décideur.

**CE PARTI PRIS EST EN RUPTURE** avec la façon de traiter habituellement ces questions. Par exemple, avec la prétention d'enfermer toute réflexion dans un couple catastrophisme/culpabilisation, réducteur pour l'intervention humaine. Culpabilisation des salariés, notamment, qui n'ont d'autre possibilité que d'utiliser leur voiture pour aller travailler ; culpabilisation renforcée encore par la conscience grandissante qu'aujourd'hui l'activité humaine peut conduire à une dégradation climatique remettant en cause la survie d'espèces, y compris de l'espèce humaine.

Un débat s'instaure sur le statut de la question énergétique. Parce qu'il s'agit de questions de civilisation, elles appellent des réponses politiques.

Certains parlent de vide laissé par la politique alors que l'énergie est une question au cœur des enjeux de classe. La raréfaction des ressources naturelles comme le pétrole et le gaz conduit à des tensions géopolitiques, des conflits régionaux, des tentatives de déstabilisation politique comme au Venezuela.

Les inégalités en matière d'accès à l'énergie sont probablement les signes les plus criants de la fracture Nord-Sud. Aujourd'hui, 1,6 milliard d'êtres humains n'ont accès à l'énergie qu'à travers du bois de chauffe.

Un débat s'instaure  
sur le statut de la  
question  
énergétique.  
Parce qu'il s'agit  
de questions  
de civilisation,  
elles appellent  
des réponses  
politiques.

Sans énergie, l'éducation, la santé sont impensables. Véritable droit à l'émancipation humaine, l'énergie doit être abondante et accessible. Nous avons consommé lors des quarante dernières années l'équivalent de la consommation de toutes les générations depuis l'apparition de l'Homme sur la planète.

**LORSQU'UNE QUESTION** est à ce point au cœur des inégalités, des flux migratoires, des guerres, du développement, le vide laissé par la politique ne peut que nous interpeller. En tout cas, il interpelle la Fondation Gabriel Péri qui a pris l'initiative d'organiser un séminaire sur cette

question, dont la séance inaugurale a eu lieu le 20 septembre à Paris et a réuni des personnalités d'horizons les plus divers : Pierre Gadonneix, président-directeur général d'EDF ; Frédéric Imbrecht, secrétaire de la fédération CGT des mines et de l'énergie ; Pierre-René Bauquis, professeur chargé de mission à l'Institut français du pétrole (IFP) et Robert Hue, président de la Fondation Gabriel Péri et sénateur du Val d'Oise.

**LA MISE EN COMMUN DES OPINIONS**, analyses et expériences de personnalités en responsabilité politique, syndicale, d'entreprise et d'expert garantit qu'à aucun moment le débat ne sorte du réel. L'actualité sur le prix du pétrole, par exemple, a mis en relief le besoin d'articuler l'urgence et la visée. Urgence de répondre aux problèmes des salariés soumis au prix de l'essence et du fioul domestique. Visée face à la nécessité de solutions alternatives au pétrole, notamment dans le logement et les transports. Si les quatre intervenants partagent l'idée que l'énergie est bien un enjeu de civilisation – ce qui signifierait qu'elle pourrait être, comme elle l'a été à la Libération, un élément du contrat social –, les arêtes vives du débat sont rapidement apparues.

Premier point d'achoppement : la recherche de rentabilité à court terme, en contradiction avec des choix de civilisation qui nous engagent pour des décennies. Ici, la question du rapport au temps devient une question politique. Le débat sur l'évolution du climat en est une des illustrations les plus fortes. Les mesures prises pour réduire l'ampleur des changements climatiques ne porteront leurs fruits qu'après plusieurs décennies au cours desquelles la tem-

pérature continuera de croître au même rythme que précédemment, sans espoir de retour. Autrement dit, si nous attendons de constater les conséquences néfastes du changement climatique pour agir, nous condamnons les générations futures à connaître un climat bien plus dégradé que celui qui nous a décidé à réduire nos émissions de gaz à effet de serre. Arrête vive encore, la question de la maîtrise publique de l'énergie au moment où le gouvernement s'apprête à ouvrir le capital d'EDF. Comment répondre aux besoins de financement, sans remettre en cause les logiques publiques ? C'est la question que pose la revendication d'un EDF 100 % public. Autre objet de débat : les coopérations. Comment ne pas voir le caractère pertinent du territoire

européen pour la recherche, les normes environnementales, le niveau des investissements ? Ni les pluies acides, ni les marées noires, ni le nuage de Tchernobyl ne s'arrêtent aux frontières. Comment ne pas s'interroger sur le paradoxe entre ce que représente la décision d'ITER en matière de coopération et la logique de la concurrence non faussée qui perdure et s'oppose à une politique énergétique de l'Union européenne.

**FACE À LA RARÉFACTION DES HYDROCARBURES** et au défi climatique, des décisions politiques s'imposent qui favorisent les productions qui n'émettent pas de CO<sub>2</sub>. Et ici, en l'état de nos connaissances, les énergies nucléaires et renouvelables sont bien les seules qu'on puisse promouvoir. Le nucléaire est, aujourd'hui, une

réponse aux besoins croissants des peuples. Les efforts de recherche sont orientés vers un nucléaire durable, d'une nouvelle génération, susceptible de minimiser les effets sur le climat, d'accroître l'efficacité énergétique et de réduire le volume et la toxicité des déchets.

On l'aura compris, le séminaire engagé par la Fondation a un parti pris : sortir d'un débat souvent dominé par une sorte d'intégrisme jouant des peurs et des culpabilisations, pour aller vers une restitution démocratique aux citoyennes et citoyens de tous les enjeux et de toutes les solutions possibles.

Trois mots me viennent à l'esprit pour qualifier cette séance inaugurale : esprit de responsabilité, démocratie et créativité.

Denis Cohen •

## POLITIQUE

### *La préparation du congrès du Parti socialiste*

# UNE CRISE D'IDENTITÉ DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE

Certains l'espèrent. Tous s'interrogent. L'émergence en Allemagne d'un pôle politique se positionnant à la gauche de la social-démocratie de Schröder préfigure-t-elle une généralisation d'une négation historique de la social-démocratie en Europe ? Cette évolution recoupe-t-elle les scénarii d'éclatement du Parti socialiste en France que d'aucuns prédisent sur la base d'une grille faisant du clivage référendaire la nouvelle lecture du paysage politique hexagonal ? Répondre par l'affirmative serait précipité. Sauf à prendre une certaine tentation gauchiste ambiante comme critère exclusif de toute analyse. L'Allemagne n'est pas la France et *vice versa* : histoire, institutions, mode d'élections, et bipolarisation de fait avec un Parti communiste jusque-là inexistant dans la partie occidentale. La France n'est pas l'Allemagne : pluralisme politique à gauche comme à droite, et existence d'un PCF qui joue un

rôle au sein d'une gauche bel et bien traversée d'interrogations inabouties car à peine posées depuis la chute du Mur et, plus près de nous, le choc de la présidentielle de 2002.

**MAIS AU-DELÀ DES SPÉCIFICITÉS**, c'est l'ensemble de la social-démocratie en Europe, son berceau, mais ailleurs aussi, qui se trouve plongé dans la crise. Une crise d'identité : social-démocratie des origines, avec « l'État providence » comme drapeau, ou social-libéralisme, c'est-à-dire, au fond, abandon du « réformisme » lui-même ? Les contradictions minent ces formations partout, plus ou moins vives, plus ou moins transparentes. Le fond du débat est là.

Celui qui s'est engagé au sein du PS, dans le cadre de la préparation de son congrès de novembre, n'échappe pas à la règle. Au point qu'on s'interroge : en terme propositionnel comme en terme de candidatures à la candidature pour 2007 – profusionnelles ! — le PS

est-il entré dans une phase de pré-éclatement ? Le débat interne ne participe-t-il pas plus exactement d'une quête, désordonnée – ou démagogique – de réponses à la crise politique par une ou des offres privilégiant la forme sur un fond inchangé d'adaptation au capitalisme (offres somme toute identiques dans chacune des cinq motions soumises au vote des militants), tout en se refusant à prendre la mesure de ce qui travaille notre société ? Ne peut-on dire que l'ensemble de la gauche se trouve confronté à cet enjeu ? La recherche d'une alliance électorale de la part des « nonistes » socialistes – excluant significativement Fabius – n'est-elle pas autant le reflet, dans son choix exclusivement électoral étriqué, sans perspective constructive évidente, d'une absence de réponse par carence de projet, de propositions et d'analyses ?

page 5 →



# LES PARADOXES D'U

**C**i aux élections législatives du 18 septembre les électeurs allemands ont tourné le dos à la coalition rouge-verte entre le Parti social-démocrate (SPD) et les Verts, ils n'ont pas pour autant donné une majorité noire-jaune, couleurs qui symbolisent l'Union chrétienne-démocrate (CDU) et le Parti libéral (FDP). De ce fait, la soirée électorale ne manquait pas de surréalisme.

La candidate chrétienne démocrate, Angela Merkel, donnait l'impression de ne pas saisir la réalité, se présentant comme la future chancelière alors que son parti, la CDU, considéré par les sondages d'opinion quelques semaines auparavant comme l'inévitable vainqueur de ces élections, venait de subir une catastrophe avec seulement 35,2 % des suffrages (-3,3 % par rapport à 2002).

**QUANT AU CHANCELIER SOCIAL-DÉMOCRATE** sortant, Gerhard Schröder, dont le parti crédité d'environ 30 % avait obtenu 34,3 % (-4,3 % par rapport à 2002), il a usé toute la soirée de son talent médiatique pour déclarer, d'un naturel déconcertant, qu'il resterait chancelier et dirigerait la future coalition, bien que le score du SPD soit inférieur à celui de la CDU. Bref, deux perdants s'affirmant en vainqueurs, en chanceliers. Deux prétendants pour une fonction et qui, cependant, sont d'accord sur un point : pas de pourparlers avec le Linkspartei, parti de gauche qui, avec 8,7 % (+ 4,7 % par rapport au score du PDS de 2002), est l'un des grands vainqueurs de cette élection et fait son entrée au Bundestag avec ses deux figures charismatiques, Gregor Gysi et Oskar Lafontaine. Le deuxième grand vainqueur est le FDP, qui à la surprise de tous obtient 9,8 % (+ 2,4 %) et devient

ainsi la troisième force du pays. Les Verts, quant à eux, se maintiennent avec 8,1 % (-0,4 %).

Les électeurs ont su déjouer le piège ultralibéral que leur tendaient la CDU et le SPD. En effet, ils ont été fortement inquiétés par les propositions d'Angela Merkel en matière de politique fiscale, qui, par la voix de son conseiller le fiscaliste Paul Kirchhof, dévoilaient d'une part une augmentation de la TVA et d'autre part une fiscalité avec un taux

**L'Allemagne, qui fête le 3 octobre ses quinze ans d'unification, est un pays encore divisé.**

unique de 25 % favorisant les revenus les plus riches et pénalisant les bas salaires. Par conséquent, si la CDU a concentré son succès pratiquement dans le sud de l'Allemagne, de nombreuses voix qui lui étaient destinées se sont déplacées vers le parti libéral qui ne proposait pas d'augmentation d'impôts. La politique ultralibérale de Gerhard Schröder, avec « l'agenda 2010 » et le plan « Hartz IV », a été présente durant toute la campagne. Malgré un de ses scores les plus bas de l'après-guerre, le SPD a su limiter les dégâts et est le premier parti dans la capitale ainsi que dans bon nombre de régions du nord et de l'est de l'Allemagne. Alors qu'il avait subi en mai dernier une de ses défaites les plus cuisantes en perdant aux élections régionales son principal fief avec la région de la Ruhr, la Rhénanie-du-Nord-Westphalie, le SPD

sort dans ce Land vainqueur des élections avec 40 % (+ 3 points par rapport aux élections régionales de mai), tandis que la CDU tombe à moins de 25 %, perdant environ 10 points. Les chrétiens-démocrates, en effet, n'ont pas attendu longtemps pour procéder dans ce Land à de nombreuses coupes sociales. Par ailleurs, le chancelier a concentré une grande partie de sa campagne de terrain dans cette région qu'Angela Merkel a pratiquement ignorée.

**MAIS LE RÉSULTAT DE CES ÉLECTIONS** montre que l'Allemagne, qui fête le 3 octobre ses quinze ans d'unification, est un pays encore divisé. Les résultats à l'est du pays et à Berlin viennent contredire la tendance nationale. Les Verts, avec 5,1 % (+ 0,4 %), dépassent pour la première fois à l'Est la barre des 5 %. La CDU, qui est le premier parti dans le pays, est en troisième position de l'autre côté de l'Elbe, avec 25,3 %. En effet, avec des pointes de chômage à 30 %, les électeurs de l'Est rejettent le programme politique d'Angela Merkel et ne se reconnaissent pas dans cette candidate pourtant issue de « chez eux ». Le SPD reste le premier parti dans l'ex-RDA, avec 30,5 %, mais perd 9,2 % pratiquement au profit du Linkspartei qui avec 25,4 % (+ 8,5 %) occupe la deuxième position. En revanche, le tristement célèbre parti néonazi (NPD), qui avait obtenu 9,2 % aux élections régionales de Saxe à l'automne dernier, permettant aux néonazis d'avoir des élus pour la première fois depuis trente-six ans dans un parlement régional, confirme son implantation en Saxe avec 4,9 %, dépassant dans cette région les Verts (4,6 %). Aux législatives de 2002, le NPD avait obtenu en Saxe 1,4 %.

Berlin, la capitale, est elle aussi à contre-courant. Le SPD, avec 34,4 % (-2,2 %), est le premier parti,

# N SCRUTIN SURPRISE

suivi par la CDU, loin derrière avec 22 % (-3,9 %). Les Verts, avec 13,9 %, se maintiennent et remportent même un arrondissement. Le grand vainqueur est sans aucun doute le Linkspartei avec 16,4 % (+ 5 %). Mais là aussi, la division entre l'est et l'ouest de la capitale est présente. Si la répartition est équitable au niveau du SPD avec 34 %, la CDU réalise 13,6 % à l'Est et 27,9 % à l'Ouest, le Linkspartei 29,5 % à l'Est et 7,2 % à l'Ouest mais en hausse de part et d'autre de près de 5 %. L'implantation du Linkspartei ne se limite cependant pas à Berlin et à la partie est de l'Allemagne. Il frôle les 5 % (4,9 exactement) à l'Ouest, les dépasse en Rhénanie-du-Nord-Westphalie, en Hesse, en Rhénanie-Palatinat, avec une pointe à 18,5 % en Sarre où

réside Oskar Lafontaine, ce qui fait dire à Lothar Bisky, résident du Linkspartei, et à Gregor Gysi : « Nous sommes parvenus à modifier le paysage politique allemand, il y a maintenant, pas seulement à l'Est mais à l'échelon national, un parti à gauche du SPD. »

**SI L'ON ADDITIONNE LES VOIX DU SPD**, des Verts et du Linkspartei, il en ressort que les électeurs ont doté l'Allemagne d'une majorité de gauche. Une telle majorité ne peut former à l'heure actuelle un gouvernement, le Linkspartei ne souhaitant pas constituer une coalition avec le SPD tant que celui-ci maintient son programme de démantèlement social. Le SPD, de son côté, tout comme la CDU, rejette tout contact avec le Linkspartei.

Mais une grande question se pose

au plan stratégique, à savoir quel est l'objectif du Linkspartei ? Être le parti de la social-démocratie moderne, ce que Lafontaine n'exclurait peut-être pas ? Ou être le parti de la gauche alternative, à gauche du SPD, le plus vieux parti social-démocrate, le plus ancien parti démocratique d'Allemagne, et pousser ce dernier à revenir à ses fondements sociaux-démocrates. L'Allemagne a besoin du SPD, ne serait-ce que pour des raisons historiques et démocratiques, mais d'un SPD qui ne s'appuierait plus sur l'anticommunisme et renoncerait à un social-libéralisme mûrement théorisé par Schröder lui-même. L'émergence d'une force non négligeable à gauche ouvrira-t-elle une nouvelle perspective à l'Allemagne ?

Françoise Diehlmann •

→ suite de la p. 3 **Politique**

Fort des succès électoraux enregistrés depuis 2002, s'appuyant sur une critique en règle de la politique de Chirac/Villepin/Sarkozy tout en commençant à mettre en forme des propositions alternatives ; fort du référendum interne de décembre dernier – majorité de militants pour le « oui », acquise par légitimisme autant que par refus d'atomisation du parti entre des courants disparates –, le premier secrétaire du PS, François Hollande, mise non sans raison sur une victoire sans casse le 18 novembre prochain.

**S'IL AFFIRME** prendre en considération le rejet majoritaire à gauche des choix de casse sociale, économique et humaine pilotés par la droite et l'exigence populaire d'engagements réformateurs plus marqués, son analyse de la conjoncture électorale et politique le conduit à diagnostiquer que le « non » ne saurait structurer une

recomposition politique au sein de la gauche en général et du PS en particulier.

D'une certaine façon, l'incapacité des « ouistes » socialistes à fédérer leur positionnement, comme les jeux de rôle ou les partages de tâches qui animent les différents chefs de file des courants, ou encore le surplace des « nonistes » extrêmes, semblent lui donner raison. D'autant que les divers textes préparatoires au congrès du Mans ne participent pas de manière évidente à éclairer le débat de fond sur la nécessité pour la social-démocratie de reconnaître qu'elle est en crise tout autant que les autres formations de gauche puisque les conditions historiques de leur émergence sont aujourd'hui caduques.

**C'EST À CETTE AUNE-LÀ** qu'il s'agit d'apprécier les nombreuses déclarations de candidature socialistes, si bien que l'observateur extérieur attentif

devrait se garder de préjuger ou d'instrumentaliser, au stade actuel, tel ou tel candidat ou tel ou tel futur premier secrétaire.

**LE RISQUE EXISTE** d'une labellisation « anti-libérale » tenant davantage de l'appréciation conjoncturelle que d'une analyse historico-politique, quand bien même elle serait donnée par des personnalités du mouvement social rechignant depuis toujours au combat de classes, faisant fonds de commerce des inégalités, des injustices, voire des grandes peurs des consommateurs.

Au fond, le vrai débat qui traverse la gauche aujourd'hui, et tout particulièrement le PS, est celui de savoir ce qu'a signifié le non majoritaire, en ne lui faisant pas dire ce dont il n'a pas été porteur, tout en prenant appui sur le début de réhabilitation de la politique et sur les potentialités de rassemblement progressiste qu'il révèle.

Dominique Bègles •



ni de représentation adéquate. » Démonstration. L'auteur part d'un constat : « Les divisions ouvriers-maîtrise-cadres et ouvriers-employés se maintiennent mais se déplacent, les divergences d'intérêts anciennes et nouvelles rappellent que l'unification d'un groupe social multiforme comme le conglomerat salarial n'est pas un processus naturel, automatique, mais bien une construction politique. » S'appuyant sur le fait que la classe moyenne n'a pris sens qu'à s'opposer tout à la fois à la classe bourgeoise et à la classe ouvrière, il explique qu'au cours des années 70, le capitalisme industriel se transformant en capitalisme informationnel a donné lieu à une crise de l'identité salariale. D'une part, depuis ces années, le travail ouvrier perdant sa « spécificité dans les rapprochements, les imbrications » qui se sont développées « entre travail de fabrication matérielle et travail de traitement de l'information, l'ouvrier ne peut plus s'identifier avec le travailleur manuel ». D'autre part, les « stabilité de l'emploi, carrière, polyactivité, responsabilité, garantie du titre universitaire », qui distinguaient l'uni-

vers des cadres des années 50, ont été « menacées par l'aggravation de la crise de l'emploi, mais aussi par les mutations sociotechniques » qui ont poussé « à une certaine recomposition des fonctions opératoires ».

## La classe moyenne ne repose sur rien qui lui soit sociologiquement ni économiquement particulier.

Résultat : si « l'imbrication profonde des revendications "matérialistes" (emploi, salaire, formation, protection sociale) et "sociétales" (justice sociale, parité, service public) contredit complètement la thèse – d'une analyse sociologique à la Touraine – d'une marginalisation du travail et de la fin de la lutte du travail contre le capital », la classe dite moyenne ne repose plus sur rien qui lui soit sociologiquement ni économiquement particulier. Cependant, ajoute Jean Lojkine, non seulement « le délitement du pôle identitaire ouvrier et du groupe des

cadres n'a pas débouché sur la "grande simplification" des rapports de classes et sur un "retour" aux deux classes antagonistes », mais « l'éclatement du mythe de la classe moyenne, sous les coups des boutoir de la précarisation de l'emploi et du logement, n'a nullement abouti à un "retour" à la "classe ouvrière", à une vision simplifiée d'un prolétariat homogène regroupant aussi bien les ouvriers que les employés et les professions intellectuelles salariées, voire les professions libérales ».

OR, REMARQUE LE CHERCHEUR ÉMÉRITÉ du CNRS, tandis que « les partis communistes, sous le double choc des mutations salariales et de la chute du système soviétique, peinent à sortir du mythe fondateur de la « classe ouvrière » [...] pour construire de véritables alternatives crédibles aux politiques néolibérales », le Parti socialiste continue de fonctionner sur le mythe d'une « classe moyenne » homogène.

Toute une politique de gauche reste donc à inventer.

Jérôme-Alexandre Nielsberg •

1. Jean Lojkine, *L'Adieu à la classe moyenne*, Éditions La Dispute, septembre 2005, 246 pages, 20 €.

## PHILOSOPHIE

### Une réponse d'André Comte-Sponville à Lucien Sève

# SUR MARX, L'ÉCONOMIE ET LA MORALE

ans sa contribution au colloque « Actualité de la pensée et de l'œuvre de Marx en France, en Europe et dans le monde », dont les Actes viennent d'être publiés par la Fondation Gabriel Péri, Lucien Sève me reproche d'avoir écrit (dans *Le capitalisme est-il moral ?*) que « l'erreur sympathique et néfaste de Marx » fut d'avoir voulu « ériger la morale en économie ». Ce serait là une « énormité » qui aurait dû, selon Lucien Sève, susciter partout « un rire homérique ».

Que ma formule soit un raccourci,

je l'admets bien volontiers (il s'agit d'une conférence grand public, pas d'un cours en Sorbonne). Reste à la comprendre. Un rire, même homérique, n'y suffit pas.

#### QUE DIT LA MORALE EN MATIÈRE D'ÉCONOMIE ?

À peu près ceci : « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins. » On aura reconnu la formule fameuse de la *Critique du programme de Gotha*, dans laquelle Marx voyait le principe même d'une économie communiste développée. Ce qui est aujourd'hui prescrit par la morale (la satisfaction des besoins, l'utilisation et le développe-

ment des capacités) doit ainsi devenir, à terme, la vérité de la société communiste, y compris dans son organisation économique. Il s'agit donc bien pour Marx, comme je l'ai écrit dans mon livre, de « moraliser l'économie » : ce qui n'est aujourd'hui qu'une exigence morale (« à chacun selon ses besoins », etc.) doit devenir la réalité de l'économie ; la morale dit, dès maintenant, la vérité à venir de l'économie. C'est ce que j'ai appelé, pour faire bref, « ériger la morale en économie ». On peut ne pas être d'accord, mais je ne vois pas en quoi cela justifie le

rire homérique et méprisant de Lucien Sève.

Au reste, Yvon Quiniou, autre philosophe marxiste, m'a fait à propos du même livre un reproche inverse. J'aurais eu tort, selon lui, de séparer radicalement la morale et l'économie, de ne pas comprendre que l'économie « est la forme la plus concrète ou la plus "substantielle" sous laquelle on peut envisager la réalisation de la morale », qu'elle est, comme l'a dit Marx, « une science morale réelle, la plus morale des sciences » (Y. Quiniou, « Raison morale et normativité éthique », revue *La Matière et l'Esprit*, n° 1, Mons, avril 2005). Eh bien voilà : vouloir que l'économie « réalise la

morale », c'est ce que j'ai appelé « ériger la morale en économie ». Et je ne vois pas comment l'on pourrait, sans ce passage-là (que je juge illégitime), faire de l'économie une « science morale »...

**DISONS LA CHOSE AUTREMENT.** L'exploitation de l'homme par l'homme est immorale. L'économie marxiste annonce sa disparition inévitable. Morale et économie vont donc bien dans le même sens. On peut y voir une heureuse coïncidence. On peut aussi y voir une illusion, au sens freudien du terme : c'est parce qu'il désire (pour des raisons morales) la disparition de l'exploitation que Marx s'est efforcé d'inventer une économie qui l'annonce. Rien, moralement, de plus

sympathique. Mais qui peut y croire ? Et qui n'en voit, après coup, les dangers ? Si le vrai et le bien vont ensemble (si la science est morale, si la morale est scientifique), qu'a-t-on besoin de démocratie ? C'est ainsi qu'on passe, disais-je dans mon livre, de la belle utopie marxiste, au XIX<sup>e</sup> siècle, à l'horreur totalitaire que chacun a connue, au XX<sup>e</sup> – et aussi, dans la gauche française, à la bonne conscience moralisatrice et impuissante d'aujourd'hui. Que Lucien Sève ne soit pas d'accord avec moi, ce n'est pas une surprise (il ne serait pas marxiste autrement). Mais faut-il que tout désaccord, dans la vie intellectuelle, s'accompagne de mépris ?

André Comte-Sponville •

## FONDATION

## Programmation des Rencontres philosophiques★

# CALENDRIER AUTOMNE- HIVER

Sauf mention contraire, les conférences ont lieu à 19 h 30 au siège d'Espaces Marx.

6 av. Mathurin Moreau – 75019 Paris (métro Colonel-Fabien).

### ● Jeudi 20 octobre 2005

Débat avec François Dagonet, philosophe des sciences, et Philippe Pignarre, essayiste et directeur des éditions Les Empêcheurs de penser en rond.

Sur le thème : « Médecine et philosophie contemporaine ».

### ● Jeudi 17 novembre 2005

Olivier Le Cour Grandmaison, historien, spécialisé en sciences politiques.

Auteur de *Coloniser, Exterminer*.

### ● Jeudi 24 novembre 2005

Etienne Klein, physicien, docteur en philosophie des sciences.

Sur le thème : « Physique contemporaine et philosophie : quels liens ? »

### ● Jeudi 1<sup>er</sup> décembre 2005

Arlette Farge, historienne, philosophe.

Pour son ouvrage avec Michel Chaumont, *Les mots pour résister*, et sur « l'archive ».

### ● Jeudi 8 décembre 2005

La séance aura lieu toute la journée à Paris VIII.

Alessandra Dell'Ara, philosophe, spécialiste d'Henri Lefebvre et Rémi Hess, économiste et sociologue, spécialiste d'Henri Lefebvre. Sur le thème : « De la découverte du quotidien à l'invention de sa critique ».

### ● Jeudi 15 décembre 2005

Edgar Morin, philosophe, anthropologue, sociologue.

Sur le 6<sup>e</sup> tome de *La Méthode* : « L'Éthique ».

### ● Jeudi 12 janvier 2006

Maurice Decaillot, économiste, spécialiste des marchés.

### ● Jeudi 19 janvier 2006

Sylvie Courtine-Denamy, philosophe, pour la traduction de « l'œuvre de pensée ».

Sur le thème : « L'œuvre d'Hannah Arendt ».

### ● Jeudi 26 janvier 2006

Fabien Tarrit, économiste.

Spécialiste du « marxisme analytique ».

### ● Jeudi 23 février 2006

Gérard Noiriel, historien.

Sur le thème : « Histoire et philosophie » (à confirmer).

### ● Jeudi 9 mars 2006

Françoise Collin, philosophe, féministe.

Sur le thème : « Femmes et création ».

Les autres séances sont prévues les 9 mars, 23 mars, 6 avril, 11 et 18 mai 2006. (Il s'agit à chaque fois d'un jeudi à 19 h 30).

Quelques autres dates sont éventuellement possibles : 16 mars, 30 mars, 1<sup>er</sup> juin.

Les rencontres philosophiques et les séances du Réseau Marx contemporain sont animées par Guy Carassus, Jérôme-Alexandre Nielsberg et Arnaud Spire.

(\*) Rencontres philosophiques et Réseau Marx contemporain

Fondation Gabriel Péri/Espaces Marx, sous le parrainage de Paris VIII, *Regards*, et *L'Humanité*.

Année universitaire 2005-2006. Ce calendrier peut subir des modifications.



## LES SÉMINAIRES

**MOUVEMENT DES RELIGIONS ET MOUVEMENT DES RAPPORTS SOCIAUX AUJOURD'HUI.**

**Séance inaugurale le vendredi 18 novembre.** En présence de Robert Hue, président de la Fondation, et de Michel Maso son directeur, Antoine Casanova présentera les caractéristiques et les thèmes de la démarche d'ouverture de ce séminaire.

De 18 h à 21 h, Maison de la chimie.

**NOUVEAU SALARIAT DU CAPITALISME INFORMATIONNEL : L'ENJEU DES RECOMPOSITIONS POLITIQUES.**

**Jeudi 3 novembre :** « La représentation des classes sociales au Parti socialiste ». Avec Rémi Lefebvre (maître de conférences en sciences politiques à l'université Lille 2, chercheur au CERAPS-CNRS. Dernier ouvrage paru : *La Démobilisation* (collectif, sous la direction de Frédéric Matonti, La Dispute, 2005).

De 19 h à 21 h, Maison des sciences de l'homme (MSH), salle 214

54, bd Raspail – 75006 Paris (métro Sèvres-Babylone).

### ÉNERGIE

**Mardi 18 octobre :** « Le poste pétrolier ». Avec notamment : Denis Cohen, animateur du séminaire, Claude Auffer, chercheur, Luc Foulquier, chercheur.

De 18 h à 22 h, Maison de la chimie, salle 262

28, rue Saint-Dominique – 75007 Paris.

## la LETTRE

DE LA FONDATION GABRIEL PÉRI

Directeur de publication :

Michel Maso

Rédacteur en Chef :

Bernard Frederick

Fondation Gabriel Péri

22 rue Brey – 75017 Paris

01 44 09 04 32

Courriel : [fondation@gabrielperi.fr](mailto:fondation@gabrielperi.fr)

[www.gabrielperi.fr](http://www.gabrielperi.fr)

Conception/réalisation graphiques :

Atelier Sacha Kleinberg

Impression : CPE Conseil

## SOUTENIR LA FONDATION GABRIEL PÉRI

La Fondation Gabriel Péri est reconnue d'utilité publique. Elle peut donc recevoir des dons de personnes morales ou privées, ouvrant droit à une réduction d'impôts :

- pour les contribuables, 60 % du montant du versement, dans la limite de 20 % du revenu imposable ;
- pour les entreprises assujetties à l'impôt sur le revenu ou à l'impôt sur les sociétés, 60 % du don pris dans la limite de 0,5 % du chiffre d'affaires.

## DEVENEZ

**Donateur** ..... 50 € 80 € 100 €  
Autre montant : ..... €

### Bienfaiteur

En devenant bienfaiteur (à partir de 150 € de don), vous bénéficiez de l'abonnement gratuit à la *Lettre mensuelle* de la Fondation. .... 150 € 200 €  
Autre montant : ..... €

### Partenaire

À partir de 300 € de dons, vous devenez partenaire de la Fondation. Vous recevrez gratuitement toutes les publications régulières de la Fondation (*Lettre mensuelle*, notes, Actes de colloques...). De plus, une réception annuelle privée vous permettra de rencontrer les animateurs de la Fondation. .... 300 € 500 € 1 000 €  
Autre montant : ..... €

### Entreprises

Les entreprises peuvent aider au financement de la Fondation ou soutenir un projet en particulier. Pour en savoir plus, merci de contacter

M. Jacques Rodriguez (01 44 09 04 32) ..... 1 500 €  
Autre montant : ..... €

Vous pouvez faire parvenir un chèque à la Fondation Gabriel Péri – 22 rue Brey – 75017 Paris, ou bien vous rendre directement sur le site [www.gabrielperi.fr](http://www.gabrielperi.fr) pour un règlement en ligne.

## BULLETIN D'ABONNEMENT



Je m'abonne à La Lettre de la Fondation Gabriel Péri

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

CP ..... Ville .....

Tél. .... Courriel .....

Profession .....

Abonnement d'un an (10 numéros) 15 €

Étudiants et chômeurs 10 € – Prix au numéro 2 €

Bulletin à renvoyer accompagné du règlement  
à Fondation Gabriel Péri – 22 rue Brey – 75017 Paris

